



La lettre défense de l'IRIS
N°4 - Vendredi 14 octobre 2011

3P. *Polemos* *Pater* *Panton*



SOMMAIRE

● ACTUALITÉ DES FORCES ARMÉES p. 2

● DÉBAT STRATÉGIQUE p. 5

+ « *Ily a beaucoup de jeunes qui passent par les camps d'Aqmi.* » Entretien avec Jacques Maillard, Ambassadeur délégué pour le développement du Sahel, MAEE

● AÉRONAUTIQUE & ESPACE p. 7

● DÉBAT STRATÉGIQUE p. 9

+ « *En aucun cas les colonies ne sont un poids ni même un obstacle à la paix.* » Entretien avec Ofir Gendelman, porte-parole du gouvernement israélien pour les médias arabophones

● NAVAL p. 10

● TERRESTRE p. 12

● FOCUS p. 13

+ *Séminaire franco-balte de Vilnius : le spectre d'une Russie forte tétanise les réflexions*

3P. - Parution bi-mensuelle

Directeur de la publication et rédacteur en chef :
Philippe Migault
Mail : 3p@iris-france.org

IRIS - 2bis rue Mercoeur, 75011 Paris - FRANCE
00.33.(0)1.53.27.60.60

Abonnement/Info :
info3p@iris-france.org / Fax : 00.33.(0)1.53.27.60.70

© 3P/IRIS

Conception et réalisation : Gwenaëlle Sauzet / IRIS

ÉDITO

Symbolisme du « printemps arabe » la place Tahrir vient de revêtir des atours dignes de Tian An Men. L'agora où s'exprimaient les espoirs d'un monde trop longtemps opprimé par ses généraux, ses oligarques, ses mollahs, s'est muée en champ de bataille « huntingtonien ». Les guillemets s'imposent car l'affrontement qui s'est produit entre Egyptiens chrétiens et musulmans dément l'unicité d'un ensemble arabe trop facilement résumé par le penseur américain sur l'Islam.

En revanche, la dimension religieuse, structurante de la théorie du choc des civilisations, confirme tragiquement sa primauté du Maroc à l'Irak. En quelques jours, les fondamentalistes musulmans viennent de doucher les espoirs de ceux qui rêvaient déjà d'un espace de libertés partagées de part et d'autre de la Méditerranée. Vingt-quatre morts sur la place Tahrir dans les rangs des Coptes. Ils n'avaient d'autre tort que de manifester contre les pogroms dont ils sont régulièrement victimes de la part de leurs concitoyens musulmans. Scènes de guérilla urbaine à Tunis autour de Nessma TV : la chaîne a osé adopter une ligne éditoriale laïque et diffuser un film dans lequel Allah est représenté.

Bien entendu tous les oiseaux de mauvais augure, ceux qui assurent depuis des mois que l'Islam ou le monde arabe ne sont pas faits pour la démocratie, jubilent : il fallait que bien que cela arrive, que l'Occident redescende sur terre... Cela n'a rien de réjouissant, mais on ne saurait leur donner tout à fait tort. Car une fois encore nos sociétés ont pêché par excès d'enthousiasme. Dans le tourbillon des révoltes, des appels à la liberté, nous avons oublié ce que quelques dépêches d'agences de presse, quelques articles rappellent régulièrement à ceux qui scrutent cet « arc des crises » : l'intolérance, le racisme, ne sont pas l'apanage exclusif du méchant descendant de colon franchouillard ou du sioniste fanatique incendiaire de mosquée. Combien d'églises brûlées au Pakistan, en Irak, en Egypte ? Combien de fatwas contre ceux qui réclament un peu plus de modernité ? L'auteur de ces lignes se rappelle d'une dépêche AFP lue à l'antenne d'une radio de la communauté musulmane française : elle rapportait les tentatives désespérées des immigrants venus d'Afrique sub-saharienne pour traverser au plus vite l'Egypte et gagner Israël, où il est moins difficile d'être noir. Pour une fois il ne fallait surtout pas reprendre l'AFP !

Sortons enfin du politiquement correct et de l'angélisme. Toutes les révolutions arabes ne méritent pas notre appui inconditionnel. Leurs leaders doivent d'abord donner des gages vis-à-vis des minorités, laïcs, chrétiens, juifs, féministes, homosexuels... Ne pas exiger un discours clair dès à présent, c'est se rendre complice de drames à venir.

● Philippe Migault, Rédacteur en chef de 3P



Moscou muscle les défenses des îles Kouriles

Les forces armées russes déployées dans les îles Kouriles du Sud, au Nord du Japon, viennent de se voir sensiblement renforcées par la mise en dotation de nouvelles armes. Les troupes ont reçu des chars d'assaut T-80, un modèle déjà ancien, mais surtout des missiles sol-air Buk-M1 auxquels la version M2, plus récente, d'une portée plus grande et apte à la destruction de certains missiles balistiques, pourrait lui succéder dans un avenir proche. Moscou a déjà évo-

qué la possibilité de faire des Kouriles le port d'attache d'un ou deux des BPC Mistral qu'il vient d'acquérir.

Si les quatre îles Kouriles du Sud sont l'objet d'un litige territorial depuis 1945 entre Moscou et Tokyo, différend qui a toujours entravé la signature d'un traité de paix entre les deux pays, ce réarmement doit davantage être interprété comme un signe fort envoyé à une opinion publique volontiers chauvine dans le cadre du contexte électoral russe 2011-2012. ■

La marine russe va mener deux nouveaux tests du missile *Bulava* la semaine prochaine

Les deux essais, qui devraient survenir les 20 et 22 octobre seront menés depuis le *Youri Dolgorouki*, un SNLE de la classe *Boreï*. Le *Bulava* a connu de nombreux échecs au cours de ses campagnes de tir précédentes avant de réussir ses trois derniers tests. Il devrait entrer en service sur les nouveaux *Boreï*. Le lancement de la production en série

du missile a été annoncé l'été dernier par les autorités russes. Le *Bulava* présente des caractéristiques relativement similaires à celles du M-51 français : une portée de 8 à 10 000 kilomètres et une capacité d'emport de six têtes nucléaires de 150 kilotonnes, chiffre qui peut être porté à dix têtes éventuellement. ■

La Suisse veut en finir avec un de ses cœurs de métier historiques, le mercenariat

Alors que la Garde suisse du Vatican et les mercenaires suisses sont réputés depuis des siècles, Berne vient de décider de mettre un coup d'arrêt à l'activité des sociétés militaires privées (SMP) désirant recruter des soldats de fortune, suisses ou autres, depuis son territoire. Le texte de loi actuellement examiné prévoit que les holdings contrôlant des SMP à l'étranger mais ayant leur siège en République

helvétique seront elles aussi soumises à l'interdiction.

La réputation du fantassin suisse au combat, née avec l'écrasement des armées bourguignonnes de Charles le Téméraire au XV^{ème} siècle, s'est perpétuée sans interruption depuis. Les armées impériales allemandes, la grande armée de Napoléon, la Légion Etrangère... ont eu constamment recours aux recrues issues des cantons suisses. ■

Premières manœuvres communes entre armées de terre française et indienne

Soixante soldats du 13^{ème} bataillon de chasseurs alpins et un nombre équivalent de soldats indiens mènent depuis lundi des exercices conjoints dans la province d'Uttarakhand, à l'Ouest du Népal. L'objectif de la manœuvre *Shakti 2011*, qui se prolonge toute la semaine prochaine, est d'échanger des savoir-faire et des retours d'expérience sur la thématique

de la lutte anti-guérilla et anti-terroriste en zone montagneuse. Français et Indiens, partenaires de longue date en matière de défense et d'armement, sont confrontés aux mêmes adversaires, les fondamentalistes musulmans, sur les théâtres d'opérations limitrophes d'Afghanistan et du Cachemire. ■



« Il y a beaucoup de jeunes qui passent par les camps d'AQMI »

Alors que quatre ressortissants français demeurent aux mains des fondamentalistes d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), l'OTAN a admis la semaine dernière avoir perdu la trace de plusieurs milliers de missiles sol-air précédemment détenus par les forces armées de Kadhafi. Il existe donc une réelle menace pour les appareils occidentaux opérant dans la région.

Jacques Maillard, Ambassadeur délégué pour le développement du Sabel au ministère des Affaires étrangères fait le point sur la montée des périls dans l'espace sahélien.

3P. - On a le sentiment que toute la région saharienne, de Marrakech au Sud-Soudan, est désormais un foyer d'instabilité, une zone grise dont peuvent surgir de nombreuses menaces. Qu'en est-il ?

Jacques Maillard - Toute la bande sahélo-saharienne est depuis les débuts de la colonisation une région qui a du mal à s'adapter aux évolutions venues de l'extérieur. Elle a toujours été une zone d'insécurité, avec des moments calmes, et d'autres plus violents.

Dans ces pays-là, les colonisations ont été un premier choc pour les populations locales, les indépendances un second, car c'étaient d'autres populations, quelquefois noires, quelquefois chrétiennes, qui étaient à la tête des Etats.

Le troisième choc aujourd'hui, c'est la mondialisation et tout ce qui fait qu'on ne vit plus aujourd'hui à Tombouctou, ou plus au Nord, comme on vivait dans les années 50. Il y a des attentes en termes de santé, de niveau de vie... Au-delà des sécheresses récurrentes, le nomadisme, le pastoralisme ne répondent plus toujours aux aspirations des jeunes, d'où la montée des trafics qui révèlent un malaise et constituent une cause de déstabilisation.

Des trafics, il y en a toujours eu dans cette région...

On n'en est plus au trafic local d'esclaves, encore que celui d'êtres humains et notamment celui des jeunes africains désireux de gagner l'Europe, soient une réalité dramatique. Les trafics sont aujourd'hui d'un nouvel ordre. On est entrés dans la globalisation. La zone recèle de nombreux itinéraires privilégiés vers le nord et l'Europe pour la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud mais aussi, et ça se dé-

veloppe, pour l'héroïne en provenance d'Afghanistan. Celle-ci arrive par avion en Afrique de l'Est, dont les aéroports sont moins surveillés, avant de prendre la route de l'Ouest puis des ports du Maghreb via des pistes sûres. L'héroïne croise donc le haschich, qui circule lui d'ouest en est, vers le Moyen-Orient, en traversant tout le Sahara. Plus grave, l'Afrique de l'Ouest n'est pas seulement un espace de transit, mais devient aussi un lieu de consommation.

L'argent de la drogue finance-t-il AQMI comme il finance les Talibans ?

Les experts ont des avis divergents sur ce sujet. Mais, quoi qu'il en soit, toutes ces nébuleuses se côtoient forcément, donc il y a probablement au minimum des taxes, des protections... Et AQMI, souvent en liaison avec des «sous-traitants», se concentre essentiellement sur l'enlèvement d'Occidentaux.

Quelle est la part de l'activité crapuleuse dans ces enlèvements et celle de la véritable stratégie de financement ?

Au Nord de l'Algérie et dans le Sahel, au Nord-Mali, c'est théoriquement la même organisation, qui s'appelle AQMI, mais on voit très bien que les modes d'action ne sont pas les mêmes. Pour ma part, je pense qu'au Sud le trafic crapuleux a tendance à se greffer sur le terrorisme au sens propre. Il y avait déjà eu les enlèvements en 2003 de plusieurs groupes de touristes allemands et autrichiens, qui ont été libérés au Mali. Or ceux qui ont perpétré ces enlèvements sont apparemment toujours actifs dans les katibas du Sud. Mais ce sont ces katibas qui financent les quelques centaines de combattants islamistes qui, au Nord combattent encore en Kabylie. Il y a un mélange des genres.

Enfinement ce trafic d'otages serait donc un trafic parmi d'autres ?

Non. Il est bien plus préoccupant. Nous sommes visés en tant qu'Occidentaux et plus spécifiquement en tant que Français. Au-delà du but immédiat de l'enlèvement (la rançon et la publicité), AQMI cherche à faire partir les étrangers qui aident la région à se développer. A la différence



DÉBAT STRATÉGIQUE

Suite de l'entretien :
« Il y a beaucoup de jeunes qui passent par les camps d'AQMI »

des trafics traditionnels, essence et autres, ce ciblage très précis des Occidentaux fait le vide, fragilise économiquement des pays qui sont déjà très fragiles, contribue à leur asphyxie, donc provoque des difficultés économiques qui sont susceptibles de pousser une partie de la jeunesse, touarègue et au-delà, dans les bras de l'islamisme. Il y a donc tout un mécanisme de déstabilisation qui est à l'œuvre. Plus les pays de l'Ouest africain s'enfoncent dans la crise, plus cela fournira un terreau à des mouvements terroristes.

Pour l'instant on n'assiste pas à un gonflement des effectifs d'AQMI...

C'est vrai, du moins pas à un gonflement significatif. Mais on sait qu'il y a beaucoup de jeunes qui passent par les camps d'AQMI, qui viennent passer un mois ou deux puis repartent. Il y a un *turnover* constant un peu sur le modèle de ce qui se passait en Afghanistan dans les années 90 avec Al-Qaïda. On a vu le résultat. Le vrai danger, plus que les groupes de combattants, ce sont les gens passés par ces camps et qui sont ensuite susceptibles d'agir seuls comme celui qui a tenté une action contre l'Ambassade de France à Bamako en janvier dernier.

Il y a aussi ces 10.000 missiles sol-air dont l'OTAN a admis avoir perdu la trace en Libye. Y a-t-il un risque pour les avions des compagnies occidentales opérant en Afrique du Nord et de l'Ouest ? AQMI est-il prêt à aller au-delà de sa politique d'enlèvements et à envisager des attentats spectaculaires ? Pouvons-nous envoyer des troupes récupérer ces armes ?

Il y a une grande incertitude sur les chiffres – certains parlent même de 20 000 missiles de ce type – mais il n'y aurait qu'une centaine de missiles dans la nature, cela constituerait déjà une menace grave. L'inquiétude est forte. Et il n'y a pas que les missiles sol-air, il y a aussi les explosifs, les lance-roquettes, les missiles antichars... qui peuvent faire très mal.

Ce qui est sûr c'est qu'il n'est pas envisageable d'attendre passivement. Il faut aider les pays de la région à gérer le problème en leur apportant l'équipement, l'aide nécessaire,

en leur apprenant à sécuriser les aéroports. C'est inévitablement une action qui va prendre du temps.

Au-delà de la menace sur les avions occidentaux, il faut penser aussi à celle qui pèse sur les pays de la région. AQMI est très agressif depuis 2007-2008 envers la Mauritanie, qui l'a repoussé de son territoire et qui doit régulièrement faire face à des tentatives d'incursion. Or une organisation comme AQMI doit montrer de temps en temps qu'elle a les moyens de frapper fort, comme elle l'a fait avec l'attentat contre l'Ecole militaire de Cherchell, en Algérie, mais aussi loin de ses bases.

Peut-on par exemple envisager une extension de l'action d'AQMI vers le sud, notamment vers le Nigéria ?

Ce sont plutôt les membres de Boko Haram qui agissent dans ce pays. Cela dit certains d'entre eux ont, semble-t-il, été formés dans les camps d'AQMI. Il y a des liens entre les deux organisations comme il y a des liens avec les Shebabs de Somalie.

Que voulez-vous dire ? Qu'une nébuleuse fondamentaliste est en train de se former de l'Océan atlantique à l'Océan indien ?

Non. On sait qu'il y a eu des contacts entre AQMI et les Shebabs, mais il est encore un peu tôt pour parler d'un front uni, continu, entre tous ces foyers de terrorisme. ■



Premier lancement du lanceur Soyouz à Kourou le 20 octobre

Le lanceur russe Soyouz ST quittera pour la première fois son pas de tir du port spatial de Guyane jeudi prochain. Il devrait mettre en orbite un satellite de la constellation de guidage européenne *Galileo*. Le Soyouz ST est une version

modifiée du lanceur russe. Adapté aux conditions climatiques équatoriales et aux exigences de sécurité en vigueur sur le site de Kourou, il aurait dû prendre son envol dès 2009. ■

Cinquante-deux F-16 pour Bagdad

Le gouvernement américain a annoncé le 27 septembre la vente de 18 F-16 Block 52 neufs, à l'Irak. Selon *Jane's Defense Weekly* citant certains observateurs, les raisons de cette acquisition seraient peu claires. On peut toutefois admettre que dans le cadre de la reconstitution d'une armée irakienne le besoin d'intercepteurs capables de faire respecter la supériorité aérienne et d'effectuer éventuellement quelques missions d'attaque au sol à hautes performances est indéniable. Le cas des Républiques baltes, obligées de confier la garantie de souveraineté de leur espace aérien à leurs alliés de l'OTAN, est une bonne démonstration du premier besoin. Cette vente a toutefois d'autres implications. Elle permet de prolonger la

vie de la chaîne de production de Lockheed jusqu'en 2015.

La fabrication, commencée en 1978, avait chuté après la fin de la guerre Froide, mais avait repris à partir de 2002, sur la base de différentes commandes (Oman, Chili, Pologne, Israël, EAU, Maroc). Les livraisons en cours concernent la Turquie (30 appareils), le Pakistan (18), le Maroc (24) et l'Égypte (20). Il y a des négociations en cours pour une vente de 18 appareils supplémentaires à Oman et autant au Pakistan. Et, si les ventes de nouveaux avions à Taïwan ont été bloquées, la remise à niveau de 145 F-16 A/B procurera aussi beaucoup de travail. Les chiffres annoncés sur le contrat irakien sont aussi intéressants. Celui-ci serait estimé à 3 milliards de dollars et monterait

jusqu'à 4,2 milliards avec les prestations complémentaires, dont l'entraînement des personnels. Ce chiffre est à comparer au prix annoncé de 3 milliards de dollars pour 36 F-16 au Pakistan.

La prolongation de l'activité de la chaîne de montage permet aussi d'espérer de nouvelles commandes, en particulier de la part de pays ne pouvant assumer la croissance du coût des F-35 ou ayant besoin d'une capacité intérimaire. Le F16 a été commandé à 4500 exemplaires par plus de vingt pays. L'armée de l'air irakienne, avec une filière Cessna/T6/F16 et une formation largement dispensée par des instructeurs américains, est désormais résolument engagée dans une voie qui préfigure d'autres achats à la même source. ■

Boeing décroche un contrat de 11,7 milliards de dollars

Le département américain de la Défense a annoncé que Boeing avait décroché le contrat de maintenance et de modernisation de la flotte de C-17 pour les États-Unis, le

Royaume-Uni, le Qatar, l'Australie et le Canada. La maintenance des F-117 fait également partie de cet accord. La durée du contrat n'a pas été communiquée. ■

Des hélicoptères vénézuéliens à Marseille

Trois appareils (un Super Puma et deux AS-532 AC Cougar) vont subir une inspection complète dans les usines Eurocopter à Marseille. Cette inspection intervient après quinze ans de service et nécessite le démontage complet

des aéronefs par des techniciens vénézuéliens sous la supervision d'équipes européennes. Sur trois ans, onze appareils subiront la même inspection dont neuf en France pour un rallongement de vie de douze ans. ■



Quel avenir pour le FGFA indien ?

Le programme russo-indien d'avion de combat de cinquième génération pourrait s'orienter vers un appareil unique.

Moscou et New Delhi ont conclu en 2008 un accord portant sur la réalisation en commun d'un appareil décliné en deux versions : le T-50 ou PAK-FA, monoplace, pour la Russie, le FGFA (*Fifth Generation Fighter Aircraft*), biplace pour l'Inde. Sukhoï, l'avionneur russe, et Hindustan Aeronautics Limited (HAL) pour la partie indienne sont les maîtres d'œuvre du programme. Les forces aériennes russe et indienne prévoient d'acquérir 200 à 250 unités chacune à partir de 2016-2017. Quelques 600 appareils devraient par ailleurs trouver preneur à l'export. La Corée du sud a déjà annoncé qu'elle admettait le T-50 à concourir dans le cadre de son appel d'offres portant sur l'acquisition de 60 appareils de cette gamme.

Mais l'Inde, qui a annoncé la semaine dernière sa décision d'acquérir 214 appareils, a précisé qu'elle ne commanderait finalement qu'un nombre réduit de FGFA biplaces : 48 unités seulement contre 166 appareils monoplaces. Soit une exacte inversion de la cible initialement envisagée de 50 monoplaces pour 150 à 200 biplaces.

Alors que les concertations entre Russes et Indiens devraient commencer l'an prochain en ce qui concerne le design de l'ap-

pareil indien – la version russe, le T-50, poursuivant ses essais en vol – la pertinence de développer un avion biplace pour une cible aussi réduite va nécessairement être évoquée. Si Moscou et New Delhi décident de s'en tenir à la version monoplace de Sukhoï, avec toutefois les spécifications que demanderont les Indiens pour leurs besoins, ils éviteront des surcoûts qui s'annoncent très importants pour un appareil faisant appel aux technologies les plus modernes. Contrairement à ses prédécesseurs soviétiques et russes, bien moins chers que leurs homologues occidentaux, le T-50 devrait coûter 120 à 130 millions de dollars l'unité...

Cependant, l'avenir de l'appareil se déclinant aussi à l'export, une version biplace pourrait s'avérer pertinente. Pour des raisons budgétaires les armées de l'air susceptibles d'acheter des avions de combat de cinquième génération sont peu nombreuses. Elles recherchent un avion de combat unique, multi-rôles, aptes à remplir des missions complexes, dépassant quelquefois les possibilités d'un seul pilote. C'est fréquemment le cas des appareils destinés à l'aéronaval. La possibilité de former les aviateurs sur une machine permettant le vol « en tandem » est aussi un atout. La France a fait ce choix avec le Rafale. ■

Réacteurs AL-31F : Nouvelle commande chinoise à la Russie

Pékin vient de commander cent-vingt moteurs destinés à ses avions de combat J-10, ce qui porte l'ensemble de ses achats d'AL-31 à près de mille unités. Développés initialement par NPO Saturn, les moteurs AL-31 équipent les Sukhoï-27 et Sukhoï-30MKK vendus par la Russie à la Chine au tournant des années 1990 et 2000. Une première commande de 150 moteurs, passée via Rosoboronexport au motoriste UMPO Ufa, avait déjà été passée courant 2011 pour remplacer les réacteurs de ces avions. Les cent-vingt exemplaires destinés

aux J-10 seront produits par MMPP Salyut.

Ce contrat survient alors que le FSB vient d'annoncer l'arrestation d'un espion chinois tentant de dérober des technologies utilisées pour le missile sol-air S-300, système acheté par la Chine à la Russie. Mais Pékin et Moscou n'ont fait aucun commentaire autour de cette interpellation alors que Vladimir Poutine effectue un déplacement en Chine qui devrait être l'occasion de réaffirmer le partenariat stratégique conclu entre les deux pays en 1996. ■

Eurocopter se déploie à Taïwan

Trois EC-225Mk2 Super Puma ont été livrés à l'armée taïwanaise pour participer à des opérations de secours et de sauvetage en mer. Une option pour vingt appareils supplé-

mentaires a été prise. C'est la première fois qu'Eurocopter réussit à vendre ses aéronefs sur ce marché dominé par les produits américains. La filiale d'EADS a décroché cet appel

d'offre devant Sikorsky et son S-92. Considéré comme du matériel commercial et non militaire, la Chine n'a pas exprimé de refus à la vente des Super Puma. ■



« En aucun cas les colonies ne sont un poids ni même un obstacle à la paix »

Alors que la récente perspective de la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'Assemblée générale des Nations unies a fait craindre des affrontements en Israël, les heurts de plus en plus violents entre communautés juive, bédouine et druze, l'incendie notamment d'une mosquée, inquiètent les observateurs. Le spectre d'une guerre civile est de plus en plus agité.

Entre apaisement, non-dits et discours officiel, entretien avec Ofir Gendelman, porte-parole du gouvernement israélien pour les médias arabophones.

3P. - On évoque en Israël la possibilité d'une collusion entre Arabes israéliens et groupes extrémistes tels le Hamas ou le Jihad Islamique. Estimez-vous qu'il y a un réel danger ou que cela relève du fantasme ?

Ofir Gendelman - On ne considère pas qu'il y a un danger venant des Arabes israéliens, ils sont des citoyens comme les autres. Tout le monde en Israël a le droit de s'exprimer, nous sommes un pays démocratique. Certes certains Arabes israéliens sympathisent ou militent dans des groupes qui sont hostiles à Israël et vont jusqu'à l'action violente. Mais leur nombre reste très limité, la grande majorité aspire à la paix et tient à sa citoyenneté israélienne. Si on donne le choix aux gens la plupart préféreront rester Israéliens.

Les affrontements survenus au Golan en juin dernier entre Palestiniens et militaires israéliens peuvent ils se répéter ?

Bien sûr ces incidents peuvent se renouveler car le régime syrien est aux abois et il est prêt à tout pour faire diversion. Damas a même payé des Palestiniens pour qu'ils manifestent au Golan et provoquent l'armée israélienne.

Que vous inspirent les derniers incidents comme les vols d'armes au sein des unités de Tsahal perpétrés par des appelés druzes ? Pourquoi les autorités locales bédouines ont-elles été exclues des récents exercices sur le site de la centrale nucléaire de Dimona ? Y a-t-il un rapport avec les incursions à la frontière Sud ?

D'une part les vols restent très limités au sein de l'armée, et ne concernent qu'un petit groupe de jeunes recrues

druzes. Depuis la guerre d'Indépendance, les Druzes ont été loyaux vis-à-vis de l'Etat d'Israël. La police militaire avance dans ses investigations sur cette question.

Pour les incursions, le projet d'un mur d'acier est en cours de construction pour prévenir le passage via l'Egypte, sachant que les personnes qui passent sont surtout des clandestins venant d'Afrique à la recherche d'un travail en Israël. Dans tous les cas, les autorités égyptiennes continuent d'honorer les engagements passés et le changement à la tête du pays n'a pas eu d'incidence sur les engagements sécuritaires entre nos deux pays.

Quel est l'impact du groupe juif d'extrême-droite que vous appelez « Price Tag » ?

Les attaques contre les mosquées se localisent en Cisjordanie et restent le fait de petits groupes criminels traqués par la police israélienne. Et l'attaque de la mosquée de Tuba-Zangharia est la première depuis 63 ans en territoire israélien. Les Israéliens déplorent les agissements de ces groupes. C'est une très petite minorité de l'extrême droite qui n'est pas du tout représentative de la société israélienne. Concernant *Price Tag*, plus précisément, trente-quatre personnes sont déjà poursuivies par les autorités israéliennes compétentes.

Les colonies juives en Cisjordanie sont-elles devenues un poids pour Israël ?

En aucun cas les colonies ne sont un poids ni même un obstacle à la paix. Depuis 1993 et les accords d'Oslo, la question des colonies a été résolue. Ce sont les Palestiniens qui en font un obstacle et une condition pour la reprise des négociations. Il est certain qu'après toutes ces années, avec le développement démographique au sein de ces colonies, on ne peut demander à tout le monde de plier bagage. Nous avons fait des propositions, comme des échanges de territoires. On a même gelé les constructions pendant un moment sans que cela ne fasse avancer les négociations. Les Palestiniens restent sourds à nos offres et ont choisi de mettre en péril tout le processus des négociations en s'adressant directement à l'Assemblée générale des Nations unies. ■

Propos recueillis par Wassim Nasr



Le Japon renforce sa marine dans l'optique de la défense antimissile

Les forces d'autodéfense japonaises renforcent leur collaboration avec les Etats-Unis pour mettre à niveau leur potentiel antimissile. Le but à terme est d'équiper les quatre destroyers de type Kongo du système AEGIS BMD 3.6.1,

qui permet de détecter et d'engager les missiles balistiques ou les aéronefs grâce au missile SM-block IA. Deux autres destroyers sont en cours de construction aux Etats-Unis. Le système d'armement est fabriqué par Lockheed Mar-

L'Espagne cède des patrouilleurs maritimes... pour 100 €

Le Conseil des ministres espagnol a autorisé la vente de deux patrouilleurs maritimes de classe Conejera pour cent euros symboliques respectivement au Sénégal et au Mozambique.

Fabriqués dans les années 1980 et retirés du service en 2010, ces navires sont destinés à renforcer les capacités de surveillance maritime sur les côtes des deux pays.■

Modernisation de navires australiens

Northrop Grumman a été chargé d'apporter plusieurs améliorations aux frégates de la marine australienne de classe Perth pour optimiser leur capacités de

défense antinavire. Un GPS amélioré a été intégré au système de navigation, un *Phased Array Radar* (PAR) a été ajouté grâce au partenariat avec l'en-

treprise australienne CEA *Technologies*. Le montage a été assuré par le constructeur des frégates à savoir BAE Systems Australie.■

Russie : le holding OSK prend le contrôle des chantiers navals du groupe OPK de Sergueï Pougatchev

Saisis par les pouvoirs publics russes après les déboires financiers de la Mezhprombank de Sergueï Pougatchev, les chantiers de la Baltique et Severnaya Verf, qui formaient l'actif construction naval du groupe OPK, sont en passe de tomber sous la coupe d'OSK, la holding publique géante regroupant les acteurs de la construction navale russe. Placés sous séquestre, les deux chantiers de Saint-Pétersbourg dont la gestion a été confiée à la banque centrale de Russie étaient convoités depuis longtemps par le groupe dirigé par Roman Trotsenko.

Selon notre confrère *Eurasia Intelligence* les chantiers de la Baltique seront les premiers transférés à OSK qui devrait mettre la main par la suite sur Severnaya Verf et le bureau d'études Iceberg.

Les chantiers navals du groupe OPK avaient été évoqués pour la construction des bâtiments de projection et de commandement Mistral qui doivent être réalisés en Russie après la production des deux premiers navires sur les chantiers de Saint-Nazaire. Avec trois chantiers navals centrés sur Saint-Pétersbourg : chantiers de l'Amirauté, chantiers de la Baltique, Severnaya Verf, la pertinence de la réalisation d'un nouveau grand chantier avec le sud-coréen STX dans l'île de Kotlin pourrait être remise en question. Devant théoriquement comporter deux cales sèches de 500 mètres de long, le projet, qui nécessiterait un investissement total de 1,5 milliard d'euros, devrait être lancé début 2016 pour une mise en service des installations en 2018.■



L'Indonésie choisit la Corée du Sud pour ses sous-marins

Djakarta a retenu Daewoo Shipbuilding and Marine Engineering pour la construction de trois sous-marins à propulsion classique. Le contrat est d'un montant de 1,1 milliard de dollars. Le groupe sud-coréen était opposé sur ce marché à ses homologues français, russe et allemand. Les sous-marins en question, d'un déplacement de 1 400 tonnes,

sont les premiers navires de ce type vendus à l'export par Séoul qui intègre de la sorte le club réduit des pays disposant à l'international d'une compétence technique réelle sur le segment. Seuls cinq Etats se partagent un marché estimé à une centaine d'unités sur les dix prochaines années, selon certaines études. ■

Le sous-marin nucléaire d'attaque *Nerpa* devrait bientôt rejoindre la flotte indienne

Loué par Moscou à New Delhi, ce sous-marin permettra à l'Inde d'intégrer le mois prochain le club très fermé (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine) des possesseurs de SNA. Un atout majeur en mer d'Oman face à la marine pakistanaise. Le navire aurait dû rejoindre l'escadre indienne en 2008 mais il a été victime d'un grave accident à la mer au cours d'essais. Une vingtaine d'ingénieurs et de membres

de l'équipage, tous de nationalité russe, avaient trouvé la mort lors de ce drame. Le contrat de location convenu entre l'Inde et la Russie est d'un montant de 650 millions de dollars. D'un déplacement de plus de 8 000 tonnes, le *Nerpa* a été construit par le chantier naval 199 de Komsomolsk-sur-l'Amour. Doté de huit tubes lance-torpilles de 533 et 650 mm, il dispose d'une autonomie de cent jours à la mer. ■

Marines sud-américaines : un marché prometteur pour la France

Selon des officiels chiliens, les négociations en vue de la vente du chaland de débarquement français Foudre au Chili arrivent à leur terme. Une signature est attendue dans les jours à venir. Le montant de la vente est évalué à 60 millions d'euros. La France avec ce nouveau contrat confirme ainsi son rôle de premier plan sur le marché latino-américain.

Le sous-continent compte trois puissances navales : l'Argentine, le Brésil et le Chili. Ces pays qui poursuivent une course au leadership régional disposent de marines vieillissantes. Ils ne possèdent pas de chantiers modernes sur le segment militaire et doivent acheter leurs navires à l'étranger.

Le Chili a lancé au début des années 2000 un projet de mise à niveau de sa flotte. En 2005 et 2006, deux sous-marins de classe Scorpène construits en partenariat entre DCNS et Navantia (respectivement 60 et 40% de la construction), lui ont été livrés. En 2005, Santiago a acquis quatre frégates britan-

niques de type 23 (classe Duke) qui vont faire prochainement l'objet d'une phase de rétrofit radar et quatre frégates hollandaises de type L et M (dont Thalès assure la maintenance).

Le Brésil a lui aussi engagé une modernisation de ses forces à grande échelle. Le pays, qui serait intéressé par l'achat de patrouilleurs français de type Gowind, a conclu en 2008 avec DCNS un contrat portant sur la construction de quatre Scorpène. Mais le groupe français apporte surtout son soutien à la réalisation d'une base navale et d'un chantier de construction navale au Brésil. Ce marché, estimé à 6,7 milliards d'euros, constitue une excellente vitrine régionale permettant la mise en valeur de l'expertise française. Le Chili, qui ne possède pas les outils nécessaires au bon maintien en condition opérationnelle de navires modernes, pourrait se laisser séduire et opter lui aussi pour l'acquisition d'une capacité de construction navale clé en main. ■



Séminaire franco-balte de Vilnius : Le spectre d'une Russie forte tétanise les réflexions

Enrichissant, dynamique, stimulant : le sixième séminaire de défense et de sécurité qui a eu lieu les 29 et 30 septembre derniers entre les représentants français de la Délégation des Affaires Stratégiques et leurs homologues Baltes a tenu ses promesses.

A l'instar de l'évolution polonaise, les Etats baltes prennent peu à peu conscience des limites de l'alliance américaine et du progressif désengagement de Washington des affaires européennes. Corollaire de cette tendance, la nécessité de coopérer bien plus étroitement au niveau européen a été le leitmotiv du séminaire. Certes, il n'est pas question de remettre en cause l'OTAN ou d'encourager des duplications de moyens entre un instrument de défense européen et l'Alliance Atlantique. Mais la petite musique d'une défense européenne se fait de nouveau entendre. Il est vrai que les Etats baltes sont motivés par un argument de poids, celui des inévitables restrictions budgétaires qui s'imposent dans un contexte de sinistrose économique bien parti pour se prolonger.

Pourtant, le programme qui a été au cœur de toutes les discussions, la défense antimissiles balistiques (DAMB), revient bel et bien à jeter de l'argent par les fenêtres. D'une part parce que contrairement aux récentes déclarations d'Anders Fogh Rasmussen, le Secrétaire général de l'OTAN, son coût ne sera pas de 200 millions d'euros sur dix ans. Il se chiffrera en milliards. L'Ambassadeur Benoît d'Aboville, représentant permanent de la France auprès de l'Alliance, qui était présent à Vilnius, en a convenu.

D'autre part parce que la menace iranienne n'est pas avérée. Téhéran ne constitue un danger ni à court terme, ni à moyen terme. Dans ce cadre, investir dans un dispositif dont tous les experts soulignent qu'il ne pourra jamais être totalement hermétique face à une menace sérieuse, relève de l'absurdité stratégique. Mais la crainte de la Russie, la véritable cible de la

DAMB, reste forte dans les anciens Etats baltes.

Au point d'entraver toute discussion sérieuse sur les relations avec Moscou. Si de Vilnius à Tallin tout le monde convient qu'il faut poursuivre le dialogue avec le Kremlin, le consensus règne aussi sur la nécessité de ne jamais lui faire la moindre concession. La palabre oui, l'affichage médiatique certainement, la réconciliation non. Et cela quel qu'en soit le prix. Car les Russes disposent précisément de quelques-unes des clés qui permettraient de réduire substantiellement les dépenses de défense en Europe tout en améliorant les capacités militaires de l'UE.

Quelles sont les lacunes capacitaires européennes ? Le transport stratégique en premier lieu. L'Europe ne dispose pas d'avions de transport type C-5 Galaxy ou C-17 Globemaster lui permettant d'acheminer hommes et matériels vite et loin. Elle ne possède pas non plus d'hélicoptères lourds lui permettant de déployer ses troupes rapidement et massivement d'un extrême à l'autre d'un théâtre d'opération. Acheter ces matériels sur étagère aux Américains, ou en confier le développement à l'industrie de défense européenne, coûterait les yeux de la tête.

Or la Russie dispose de tous ces instruments. Le gros porteur Antonov-124-100 ou le MI-26T2 ont fait leurs preuves et sont d'une capacité supérieure à leurs homologues américains à coût moindre. Il y a des années que l'armée française, notamment, plaide en faveur de l'achat du second. Testé à Istres il y a quelques années par la Délégation Générale pour l'Armement, le MI-26 avait rallié tous les suffrages...

« Il n'est pas question d'acheter des armes à ceux qui nous ont autrefois envahi », a vivement réagi un représentant estonien lorsque cette perspective a été évoquée lors du séminaire, rappelant que la vente de quatre Mistral à la flotte russe avait déjà du mal à passer... Pourtant Français et Allemands ont lancé le programme d'avion de





Suite de l'article :

Séminaire franco-balte de Vilnius : Le spectre d'une Russie forte tétanise les réflexions

transport tactique Transall en 1958, treize ans après que le dernier soldat de la Wehrmacht ait quitté l'Alsace. Plus de vingt ans après la chute de l'Union soviétique, on pourrait légitimement s'attendre à un peu plus de maturité politique de la part de partenaires baltes qui appellent à se tourner vers le futur.

Aujourd'hui, le contribuable européen doit régler la facture du développement de l'A400M d'EADS : plus de cinq milliards d'euros de surcoûts pour une facture totale approchant les vingt-huit milliards et un avion qui entrera en service en 2013, avec cinq ans de retard. Le ministère de la défense français menace d'ailleurs de ne pas payer les premiers exemplaires de l'appareil à Airbus Military qui, non content d'être en retard, présente des exigences élevées sur le contrat de maintenance moteur... Pourtant, dès 1997, l'Allemagne, qui n'a pas non plus que des bons souvenirs avec la Russie, avait proposé de choisir l'Antonov-70 russo-ukrainien, qui présentait l'avantage d'avoir déjà fait son premier vol, d'être moins cher et de proposer des performances supérieures à celles de l'A400M sur plusieurs points... Nous nous préparons par ailleurs, alors que le besoin en hélicoptères lourds est réel au sein notamment des armées de terre française et allemande, à développer un appareil américano-européen, le *Heavy Transport Helicopter* (HTH), qui devrait être construit conjointement par Boeing et Eurocopter. Largement inspiré, d'après les maquettes présentées, du vieux CH-47 Chinook qui volait déjà au Vietnam, il ne sera pas opérationnel avant des années. Car l'armée américaine n'envisage pas le remplacement de ses hélicoptères lourds actuels avant 2030. Boeing vient d'ailleurs de proposer au Pentagone d'acquérir 155 nouveaux Chinook CH-47F, ce qui en dit long sur la possibilité pour le HTH de voir le jour dans un avenir proche. Pour le prix d'une mise à niveau qui lui permettrait de recevoir la certification EASA, opération sur laquelle le groupe Safran s'était dit

prêt à apporter son assistance, le MI-26 serait disponible à très court terme, pour un peu plus d'une dizaine de millions d'euros l'unité... Contre des milliards d'euros d'investissements à long terme si le projet HTH est maintenu.

A l'aulne de ces deux exemples, les calculs sont vite faits.

Soit nous accordons nos actes à nos paroles – et au partenariat stratégique franco-germano-russe renouvelé il y a un an à Deauville – et nous achetons du matériel à l'industrie de défense russe. Nous épargnerons de la sorte des milliards d'euros d'investissement dans la recherche et développement de défense tout en soutenant l'activité des équipementiers européens, Thales, Turbomeca, Sagem, parties prenantes du programme... Soit nous restons, Français, Allemands, Baltes, Russes... prisonniers de nos vieux schémas de la guerre froide. Dépendants des Américains pour les uns, isolés pour les autres.

Il y a deux ans Evgueni Primakov, l'ancien Premier ministre russe, a signé un ouvrage brillant : *Le monde sans la Russie ? A quoi conduit la myopie politique*. De Moscou à Paris via Vilnius la réponse est simple : sans une étroite coopération entre Russes et Européens, nous serons d'ici peu des acteurs de seconde zone. ■

*Philippe Migault,
Chercheur à l'IRIS, Rédacteur en chef de 3P.*